

## Préambule

**S**i la lèpre n'existe quasiment plus dans l'Hexagone, son pendant social nourri par un emballement médiatico-politico-judiciaire a décimé la meilleure BAC de France.

Oui, la lèpre sociale s'est abattue en 2012 sur tous les fonctionnaires de la BAC Nord de Marseille, cette brigade anticriminalité qui était, aux dires de tous, la meilleure de France, celle que tous citaient en exemple, celle qui multipliait les affaires « hors norme ».

Il faut dire que le terrain s'y prêtait.

Mais un jour le scandale a éclaté : des policiers ont été accusés de racket et de trafic de stupéfiants. Rien ne leur a été épargné. Ces policiers « ordinaires » qui, quotidiennement, prenaient des risques pour leur intégrité, pour leur vie, dans des quartiers « extraordinaires » où la délinquance et la criminalité règnent en maîtresses, étaient devenus du jour au lendemain des « ripoux », et ce, aux yeux de la France entière.

## FLIC À LA BAC NORD

Le tremblement de terre fut tellement violent que Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, se sentit obligé de dissoudre le service entier, composé de soixante-dix fonctionnaires. Du jamais-vu.

Dans cette affaire dite de la BAC Nord, dix-huit policiers ont été mis en examen, sept, dont moi, ont été placés en détention provisoire.

Pendant des mois, les médias se sont déchaînés et abreuvés, pour certains, de rumeurs, mais aussi des paroles des politiques et du parquet qui a oublié toute prudence et évoqué des faits condamnables. Ces policiers avaient nécessairement péché, c'est l'un d'entre eux qui le disait. Personne n'a cherché à prendre un peu de recul, même si les accusations paraissaient énormes, trop grosses. « Pas de fumée sans feu », disaient les uns, quand d'autres se régalaient d'un « C'est Marseille, rien d'étonnant ».

L'histoire était trop belle.

Elle le fut en effet car bien servie, nourrie par des rancœurs, des jeux de pouvoirs, bien loin des préoccupations de ceux qui servent l'État dans les territoires presque oubliés de la République. Tous les ingrédients d'un bon papier étaient présents : des policiers de la BAC qui rackettent des gros dealers dans les quartiers nord de Marseille. Des informations furent distillées savamment dans la presse, au mépris de la présomption d'innocence. Certains avaient même affirmé que, chez

## PRÉAMBULE

l'un des policiers – en l'occurrence, moi – près de cent mille euros en petites coupures avaient été retrouvés, enterrés dans son jardin avec un pistolet automatique.

Oui, certains journalistes ont, dans cette histoire, oublié le principe de vérification de l'information.

Qu'il y ait des arrangements de certains mis en cause avec la procédure, c'est indéniable, mais de là à aller se servir sur le dos des trafiquants, il n'y a pas qu'un pas. Il y a un Everest que ces serviteurs de l'État n'auraient pas pu franchir.

Car quand on connaît un peu la structure de cette criminalité, cela aurait dû faire tiquer dès le début.

C'est ce scénario impossible qui a justement interpellé le réalisateur Cédric Jimenez. Le Marseillais s'étonnait de la version qui était présentée. Il a voulu comprendre et est allé chercher l'info à la source, auprès de moi.

Longuement, nous avons échangé.

Et face à l'évidence, il a raconté la vie de certains de ses hommes, leur combat, leur force et leur faiblesse dans le film *BAC Nord* où l'excellent Karim Leklou incarne mon personnage.

Il a fallu attendre plus de dix ans pour que la justice se prononce et que la montagne accouche d'une souris.

Mais le mal était fait ! Certains, aujourd'hui, n'ont plus de matricule au sein du ministère de l'Intérieur,

## FLIC À LA BAC NORD

mais sont toujours policiers au fond de leur âme. D'autres ont retrouvé le terrain, j'en fais partie, après avoir été totalement blanchi, mais pas guéri.

C'est pour cela que j'ai tenu à écrire ce livre.

Un livre qui revient sur le calvaire que j'ai vécu pendant ces dix longues années quand, du jour au lendemain, je suis passé du statut de « super flic » à celui de « ripou », quand l'onde de choc s'est écrasée sur ma famille et a dévasté nos vies.

**PREMIÈRE  
PARTIE**



## Koh-Lanta

C'est un peu comme quand on fait une belle affaire. On a tous le sourire aux lèvres, contents de notre travail. Ce 5 octobre 2012, en fin d'après-midi, quand l'IGPN vient me chercher à l'issue de mes quatre jours de garde à vue, j'ai tout de suite vu que les bœuf-carottes avaient la tête des mecs qui vont plutôt bien.

Dans la voiture banalisée qui me conduit vers le centre pénitentiaire d'Aix-Luynes, je suis physiquement présent mais mentalement presque ailleurs. À la lumière tombante, je m'accroche aux images qui défilent sous mes yeux. Ces lieux que je connais parfaitement comme ce gros centre commercial à la sortie des quartiers nord de Marseille, Grand Littoral. Je me raccroche inconsciemment à des endroits familiers car celui dans lequel je vais pénétrer quelques dizaines de minutes plus tard m'est totalement étranger.

La fatigue des quatre jours de garde à vue, l'angoisse de ma situation ne me feront pourtant jamais oublier cette drôle de sensation lorsque la voiture s'approche des grandes grilles de l'établissement pénitentiaire, situé route de l'Enfant. Une à une, elles s'ouvrent, me conduisant encore un peu plus vers ma cellule. J'entends encore la voix de mon escorte me dire avec un ton ironique :

— Il faut le vivre un peu comme *Koh-Lanta*, ça va être un jeu.

Je n'ai pas la force de répondre, pas la force mentale en réalité à cet instant précis.

Je suis plongé dans un monde totalement inconnu. Certains en ont l'habitude. Moi, je n'avais jamais mis les pieds dans une prison. Ce qui s'entend quand on est policier. On arrête les délinquants et les criminels, mais on n'envisage jamais qu'un jour, on va se retrouver à leur place, au milieu d'eux.

Et c'est à ce moment-là, après avoir pénétré dans l'enceinte du bâtiment que ce qui peut paraître banal m'a paru d'une extrême complexité. Je revois cette agente de la pénitentiaire installée juste à l'entrée, habituée à faire son laïus pour les nouveaux arrivants. Un peu comme quand on fait ses courses et qu'à la caisse, la caissière vous demande : « Vous avez la carte de fidélité du magasin, un ticket de parking à faire valider pour sortir ? » Le ton est monocorde, sans



passion, juste le reflet d'un discours bien rodé. Ce que me demande cette dame qui répète la même chose à tous les arrivants, c'est simplement de poser ma main sur un boîtier pour m'enregistrer. Le positionnement des doigts devait être précis sur l'appareil avec des petits picots sur sa surface. C'est vrai qu'avec du recul, et la tête froide, évidemment que ça n'était pas difficile à faire. Mais dans ce contexte de tension, ce jour-là, ça ne l'était pas du tout pour moi. Et je l'ai fait répéter, une fois, deux fois, jusqu'à ce qu'elle s'agace. Cela n'était vraiment pas de la mauvaise volonté de ma part. J'étais simplement perdu, anéanti.

Tellement anéanti que lorsqu'elle me demande ma profession, je reste muet. Aucun son ne sort de ma bouche. Elle renouvelle sa question, car elle a un impératif, elle. Ne pas passer trois heures sur mon « cas » qui, somme toute, n'est qu'un numéro parmi tant d'autres.

— Donc, votre profession, c'est simple, non ? questionne-t-elle une nouvelle fois.

Après quelques minutes qui me paraissent une éternité, j'arrive finalement à lui donner un semblant de début de réponse.

— Ma profession, c'est-à-dire ? Avant ou maintenant ?

— Ben, votre profession ?

— Je suis fonctionnaire de police, mais je ne sais pas si je vais le rester longtemps.

Fonctionnaire de police, c'est ce qu'elle a écrit dans la case profession du formulaire. J'aurais dû y voir un signe de réconfort. Mais je ne l'ai pas perçu comme ça à ce moment-là. D'autant qu'ensuite, tout s'est enchaîné assez vite. Je suis conduit dans une pièce et je passe à la « fouille », complète. Je n'ai quasiment rien sur moi, puisque je ne m'attendais pas à être là. Mes effets personnels se résument à ma carte bancaire que je glisse dans une bannette. Puis on m'escorte dans ma cellule dans laquelle je serai seul. Je découvre en effet l'isolement. Cela n'est pas un luxe. C'est une obligation parce que je suis policier. Et que ma vie est potentiellement en danger à partir de cet instant précis. Un instant qui va durer soixante-neuf jours.

Au premier étage du bâtiment des arrivants en isolement, lorsque la lourde porte de ce qui va devenir « ma » cellule pour les quelques prochains jours s'ouvre, je suis frappé par l'état de vétusté et de crasse. La surveillante me glisse que le « précédent locataire » y a mis le feu. J'avance pas à pas vers l'intérieur pendant qu'elle m'explique la localisation du frigo et de la sonnette si, d'aventure, j'ai besoin de quelque chose. Les explications sont sommaires, à l'image de ce qui se trouve dans la cellule, c'est-à-dire pas grand-chose à part un matelas, un lavabo collé au lit et une table, un placard et les toilettes. Il ne s'agit pas de faire un état des lieux. Heureusement d'ailleurs car je n'aurais jamais signé un bail pour habiter dans

un logement aussi sale. Souvent, dans les films, on voit cette image du détenu qui regarde la porte se fermer, et qui entend le bruit de la clé dans la serrure. Paradoxalement, ce n'est pas ce que j'ai retenu de ces premiers moments, seul. Le bruit, on l'entend tellement que ce n'est pas ça qui m'a marqué. Ce qui m'a effrayé et m'a dégoûté, c'est la saleté.

Les stigmates du passage à l'acte de mon prédécesseur sont encore très visibles. Rien n'a été nettoyé, à part peut-être le matelas qui a été changé. La cellule est toute noircie. Je glisse mon doigt sur un des murs, laissant une trace blanche sur la paroi, et noire sur mon index. Cela peut paraître étrange mais je ressens à cet instant un besoin irrépressible de tout nettoyer. Je me souviens avoir demandé plusieurs éponges qui vont me servir pendant des heures à tout astiquer. Faire le ménage, mettre au propre. Peut-être, sans doute même, un besoin inconscient de remettre un peu d'ordre dans ce chaos dont la noirceur de la cellule, finalement, n'est que la partie visible.

Je frotte, je frotte encore jusqu'à ce que l'endroit me semble « vivable ». Quand j'entends de nouveau une clé dans la serrure. Un surveillant m'indique que le directeur veut me voir. Rien à voir avec ma pseudo-notoriété médiatique récente (dont je me serais bien passé), mais simplement pour jauger mon état psychologique. Suis-je susceptible d'attenter à mes jours ? Est-ce que je vais être un problème, en résumé, pour l'administration

pénitentiaire ? C'est véritablement sa seule préoccupation. Il ne pose pas davantage de questions. D'ailleurs, quand j'évoque en quelques mots les raisons de ma présence dans son établissement, mon interlocuteur botte en touche, indiquant qu'« il ne veut pas savoir ». Sauf que moi, après quatre jours de garde à vue durant lesquels j'ai eu le sentiment de ne pas avoir été entendu, j'ai envie de lui donner ma version des faits, de lui dire que toute cette histoire est une erreur. Cela ne semble pas l'intéresser. Après tout, n'est-ce pas ce que tout le monde lui dit, même les « vrais coupables » ?

L'entretien est de courte durée. Même si je suis complètement secoué par ce que je suis en train de vivre, à juste titre, mon état psychologique ne lui inspire pas d'inquiétude particulière, qui justifierait une surveillance renforcée, la nuit notamment. Je m'apprête donc à vivre ma première nuit en détention.

Je m'endors très vite. Mais cela n'est pas si étonnant que cela finalement. Je viens en effet de passer quatre jours dont trois nuits en garde à vue sur un banc en béton avec la lumière allumée en permanence. Et là, dans ma cellule, j'ai un sommier avec des ressorts, qui certes vont me flinguer le dos par la suite, mais en tout cas pour cette première nuit, l'ensemble constitue une très nette amélioration.

Je m'endors donc très vite, exténué physiquement et moralement par ces derniers jours, mais je suis aussi

très vite réveillé. Quelques heures de répit anéanties par des cris, qui résonnent dès minuit. « Sébastien, position, mission ? » Cette phrase est hurlée, et hurlée encore par un détenu dont il me semble que la cellule est située juste en dessous de la mienne. Elle résonne jusqu'à 4 heures du matin environ. Et ce détenu tape, tape de plus en plus fort avec un objet pour accompagner ces braillements. Je n'ai jamais su ce qu'il avait utilisé pour frapper contre les murs, puisque tout est accroché dans la cellule. Et que moi, si j'avais voulu faire la même chose, cela m'aurait été impossible. Mais, en tout cas, vu le niveau sonore, c'était forcément quelque chose de conséquent. Ces quelques mots répétés jusqu'à l'usure ne sont pas anodins. Sébastien, c'est évidemment mon prénom. Mais « position » et « mission » sont exactement les mots qui crépitent dans nos radios quand nous, policiers, sommes sur le terrain. Ces mots sont prononcés par l'opérateur ou l'opératrice du CIC, le Centre d'information et de commandement.

C'est un sentiment incontrôlable de peur qui m'a soudain envahi. Je ne suis pourtant là que depuis quelques heures, et déjà, ma présence est connue. Je m'interroge sur la capacité d'un détenu à pouvoir se déplacer jusqu'à mon étage. Dans ma tête, j'échafaudes un scénario catastrophe sur l'éventualité qu'il puisse balancer quelque chose par la fenêtre et mettre le feu à ma cellule. Je tourne et retourne dans ma

## FLIC À LA BAC NORD

tête les différentes façons de m'extraire du brasier. Et j'en arrive à la conclusion que c'est impossible. J'ai peur. Il m'est arrivé d'avoir peur tout au long de ma carrière mais je savais dans ces différents moments que j'étais acteur aussi de ma sécurité. Cette nuit-là, c'est irrationnel. Je suis bloqué entre ces quatre murs. Je suis tellement largué que tout me semble réalisable à cet instant précis. Ce cauchemar éveillé prendra fin quand le détenu en question se taira au bout d'un laps de temps qui m'a paru interminable.

Je vais alors me rendre compte au fil des jours que ma présence est certes connue, mais qu'elle n'est en plus pas supportée. Forcément, parmi ceux qui passent leur journée à Luynes, j'en ai croisé plus d'un à l'extérieur. Ils savent donc que je suis flic. Et pour certains, je suis même en partie responsable de leur enfermement. Huit ans à la BAC Nord, sans parler des années avant, cela fait forcément des mécontents. Mais pas que...